

18 mars 1996, Québec

Allocution à l'ouverture de la Conférence sur le devenir économique et social du Québec

Mes amis,
Chers invités,
Mesdames et messieurs,

Le Québec, ce soir, nous regarde. Ce soir, cette semaine et pendant les mois qui viennent, le peuple québécois se regarde et fait appel à l'intelligence, aux principes, au cœur et au cran qu'il lui faudra pour affronter l'épreuve. Je dis « l'intelligence, les principes, le cœur et le cran » car il nous faudra tout cela pour prendre ensemble, cette année, des décisions qui remettront le peuple québécois sur la voie de la qualité de vie. Car, au fond, quelle est l'urgence qui nous réunit tous aujourd'hui à Québec en ce lundi de mars 1996? Est-ce parce que des colonnes de chiffres ne donnent pas les ratios qu'affectionnent les économistes? Non. Est-ce parce que l'opinion des banquiers de Tokyo est plus importante que celle des habitants de Gaspé ou de Rosemont? Non. Est-ce parce qu'il faut faire plaisir au président du Conseil du trésor ou au ministre des Finances? Non plus. L'urgence qui nous réunit aujourd'hui, la crise qui nous importe et qui nous menace, est celle de la qualité de la vie des familles québécoises, des quartiers québécois, la qualité de l'éducation québécoise, de la santé des Québécois, de leur environnement et de leur culture, de leurs programmes sociaux comme de leurs autoroutes ou de leurs services de loisirs. Leurs valeurs, nos valeurs, sont en jeu. La qualité de nos vies à nous, femmes et hommes du Québec d'aujourd'hui et, encore plus, la qualité de la vie de nos adolescents, de nos enfants qui grandissent et de ceux qui vont naître, dépendent de l'intelligence, des principes, du cœur et du cran des gens réunis dans cette salle et de l'ensemble des Québécoises et des Québécois où qu'ils soient.

Le trou

Quel est le danger qui menace notre qualité de vie ? C'est un trou. Un trou au fond de notre poche. Imaginez un instant un chef de famille, femme ou homme, qui travaille dur et longtemps, toute la semaine à l'usine, au bureau ou aux champs, qui fait des heures supplémentaires. En un sens, c'est un chanceux... il travaille. Le jeudi, on lui remet son enveloppe de paye. Il en a juste assez pour subvenir à ses besoins. Ce chef de famille a des enfants à nourrir et à éduquer. Un frère aîné est malade, et a besoin de soins particuliers. Une grand-mère âgée doit être logée, aussi. Et il y a une cousine inapte au travail qu'on a prise sous son aile, par solidarité. Un adolescent a besoin d'apprentissage, il veut devenir technicien de laboratoire pour une compagnie pharmaceutique. Il faut mettre un peu d'argent de côté aussi pour la retraite, pour la voiture qu'il faudra changer dans un ou deux ans, puis il y a des vacances au Lac-Saint-Jean, au hasard ! qu'on veut organiser pour la famille l'été prochain. Alors, le jeudi, le chef de famille reçoit son argent et, avant de le dépenser, le met dans sa poche. Je dis bien : avant de le dépenser. Or, dans sa poche, il y a un trou. Au début, c'est un petit trou. Quatre cents de chaque dollar disparaissent dans le trou pendant la journée. C'est pas beaucoup, quatre cents. Le chef de famille a beaucoup à faire, et il ne prend pas garde. Mais les trous ont la mauvaise habitude de s'agrandir. La semaine d'après, c'est six sous qui disparaissent, sur chaque dollar. Ça ne met pas en péril les dépenses courantes. L'éducation de fiston, la santé de frérot, le logement de l'aînée, les

besoins de la cousine sont couverts par l'argent disponible. Mais, c'est drôle, lorsqu'on a payé l'essentiel, il n'est plus possible, à la fin de la semaine, de mettre quelques sous de côté pour le voyage au Lac-Saint-Jean. Et le trou continue de grandir. Un beau jeudi, c'est dix sous sur chaque dollar qui disparaissent. Pour le chef de famille, c'est une baisse de salaire, finalement, de dix pour cent. La famille est forcée de se rendre à l'évidence : il ne sera pas question de changer de voiture. Et lorsque le vieux modèle, qui coûte de plus en plus cher en réparations, ne voudra plus démarrer, un jour de février à 30 degrés sous zéro, il faudra se résigner à faire son épicerie en autobus. Jeudi dernier, le chef de famille a encore eu sa paye.

Quand il l'a sortie de sa poche et qu'il l'a comptée soigneusement, il s'est rendu compte qu'il lui manquait 16 sous sur chaque dollar. Seize. Il n'y a plus de voyage au Lac. Il n'y a plus de voiture. On a trouvé des médicaments moins chers pour fréro, on s'est débrouillé un peu mieux pour que les études des plus jeunes coûtent moins cher, on a dû réduire l'allocation de subsistance qu'on donnait à la cousine, c'était un crève-cœur... il le fallait. Mais on ne peut plus payer pour l'apprentissage de l'adolescent, et ses horizons d'emplois se referment devant lui. Seize sous sur chaque dollar. Ça, c'est le trou dans la poche de la grande famille québécoise d'aujourd'hui. Le trou, c'est le service de la dette. C'est l'argent qui nous échappe, chaque année, en pure perte. Et chaque année qui passe avec un déficit supplémentaire contribue à agrandir le trou. Chaque année, un point de couture de moins. Le trou n'a pas fini de s'agrandir. Si on continuait à laisser nos coutures s'effiloche, ce serait demain 18 sous, peut-être 20 dans quelques années, qui nous échapperaient. Et là, oui, les frérots malades, les cousines dans le besoin, les mères âgées, les adolescents chômeurs, les enfants à l'école seraient victimes d'une société... décousue. Aujourd'hui nous n'avons pas les moyens de perdre un seul sou supplémentaire. Nous n'avons pas les moyens de laisser le trou s'agrandir. Nous n'avons même pas les moyens d'avoir ce trou-là. Nous sommes à la veille de devoir rogner sur notre qualité de vie et sur notre solidarité et sur notre esprit de famille. Nous sommes à la veille de devoir être regardants, pingres, grincheux. Nous sommes à la veille de ne plus nous reconnaître, nous, Québécoises et Québécois, qui aimons être différents, être libres, être bien et avoir toujours une place à table, pour un parent, un ami, un voisin arrivé à l'improviste. Nous sommes à la veille d'être des Séraphin Poudrier. Et moi je dis : jamais ça! Jamais !

Recoudre

Alors, il faut recoudre. Et pour recoudre, il ne faut pas avoir peur des aiguilles. Car ce trou, ce n'est pas un trou ordinaire. Toutes sortes de forces se combinent pour l'agrandir, contre notre gré. De graves tiraillements sont venus d'Ottawa, ces dernières années. Je ne le mentionnerai qu'une fois, mais il faut le savoir. Nous ne serions pas ici, aujourd'hui, si le fédéralisme était rentable. Le trou québécois ne serait plus en train de grandir, aujourd'hui, sans les trois derniers budgets fédéraux. D'autres tiraillements viennent des marchés étrangers et des variations de taux d'intérêt qui se décident ailleurs, par d'autres, pour des raisons parfois obscures et qui ont rarement à voir avec notre propre comportement. Mais il y a aussi des tiraillements dont nous sommes responsables, ici même au Québec. Nous ne ferons pas le détail, car nous avons tous contribué à faire sauter des points de couture : moi comme négociateur du gouvernement, le chef de l'Opposition comme président du Conseil du trésor du gouvernement Bourassa, nos partenaires syndicaux par leur grande capacité à promouvoir les intérêts de leurs membres, nos partenaires patronaux qui ont bénéficié pendant des décennies de programmes de subventions généreuses et pas toujours

rigoureuses, nos institutions financières qui ont connu des rendements faramineux grâce aux années d'inflation et de taux d'intérêt élevés, l'ensemble des Québécoises et des Québécois qui se sont payés un système de santé et d'éducation globalement plus coûteux que la moyenne des pays industrialisés. Ai-je oublié quelqu'un? Oui, j'ai oublié quelqu'un. J'ai oublié des millions de gens. Les gens de demain. Les Québécoises et les Québécois qui ont aujourd'hui moins de vingt ans. Ceux qui naîtront le mois prochain, l'an prochain, au début de l'an 2000. Ceux-là n'ont rien reçu encore, et nous avons déjà commencé à leur en demander. Car pour l'instant, nous leur léguons le trou, la difficulté, la dette. Ils ne sont pas avec nous aujourd'hui pour réclamer l'équité. Ils ne manifesteront pas, aux portes de la conférence demain, pour réclamer l'égalité des chances. L'égalité avec ce que nous avons reçu, nous, lorsque nous étions jeunes et optimistes et en croissance. Ils ne signeront pas de pétition pour nous demander de faire vite et de protéger leur société. Ils n'occuperont pas nos bureaux pour nous dire d'avoir un peu de compassion pour eux. J'utilise des mots : équité, égalité, compassion.

Mais j'ai l'impression que s'ils étaient avec nous aujourd'hui, les jeunes des générations à venir auraient sur leurs pancartes et sur leurs pétitions un mot encore plus brutal : le mot « justice ». Est-ce justice, de naître endetté? Est-ce justice, de devoir réparer ce que d'autres ont brisé? Est-ce justice de lire dans des livres d'histoire que vos parents et vos grands-parents ont hypothéqué votre avenir? Je ne veux pas avoir à leur expliquer, dans 25 ans, que malgré toute notre bonne volonté, nous n'avons pas su, nous n'avons pas pu, réparer nos propres dégâts. Je ne veux pas leur dire que des milliers de leurs aînés ont dit « oui, en principe » mais non en pratique, parce qu'ils ont voulu préserver jusqu'à la dernière virgule de leurs « droits acquis ». Je ne veux pas leur dire que leurs aînés ont dit « oui, en principe », mais « non, en pratique », parce qu'ils ont voulu préserver leurs rendements jusqu'à la dernière décimale. Je ne veux pas leur expliquer que certains de leurs aînés ont réclamé les efforts de tous, mais ont camouflé leurs avoirs dans des paradis fiscaux. Je ne veux pas leur expliquer que leurs aînés ont voulu relancer l'emploi, mais sans prendre sérieusement les moyens d'investir ou sans vouloir partager leur temps supplémentaire. Je ne veux pas leur expliquer que des dizaines de milliers de leurs aînés préféreraient travailler au noir, en marge, en cachette, plutôt que de construire avec leurs semblables. Ce trou, nous l'avons ouvert ensemble. C'est ensemble que nous devons le refermer.

Mais nous devons d'abord l'empêcher de grossir. Nous avons déjà commencé à travailler, tout le monde le sait, l'automne 1994, des mesures ont été prises pour geler, pour la première fois, les dépenses de programme de l'État. En 1995, le déficit a été réduit d'un tiers en un an. Ce fut très difficile. Le résultat, c'est qu'on a réduit la vitesse d'agrandissement du trou. Il ne grandit plus aussi vite. Mais il grandit encore. Dans l'année qui vient, le gouvernement a pris les mesures nécessaires pour réduire encore la vitesse d'agrandissement du trou. Par des décisions difficiles mais nécessaires et équitables dans les prévisions de dépenses que le gouvernement déposera la semaine prochaine et dans le budget qui viendra ensuite, nous allons modérer considérablement l'augmentation du trou. Vu l'urgence, c'est le bout de chemin que le gouvernement a fait lui-même, avant de se concerter avec ses partenaires pour la suite des choses. Maintenant il faut l'arrêter de grandir complètement. En respectant les objectifs que nous nous sommes fixés l'an dernier et grâce à notre travail commun, le trou cessera de grandir en avril 1998. On l'aura stabilisé à 16 cents sur chaque dollar. On l'aura stabilisé, donc, à un niveau inacceptable. Il faudra se mettre à le réduire, dès l'année suivante, et ce sera encore plus difficile.

Les tentations

Devant un tel effort, il est normal qu'on hésite et qu'on soit tenté par l'esquive. Ne pourrait-on pas prendre son temps ? Étaler l'effort sur un plus grand nombre d'années? On a bien envie de succomber à la tentation. Mais ce ne serait pas très sage. Ce serait un peu comme dire au dentiste : « docteur, pouvez-vous m'arracher la dent, mais tranquillement ? Par étapes. Amusez-vous un peu avec le nerf ! » Une autre tentation, serait de taxer davantage. Juste un peu. C'est un peu comme dire au dentiste : « docteur, ne vous occupez pas trop de ma dent malade, mais faites-moi mal sur une de mes bonnes dents qui restent! » Ce sont des images, et la réalité est plus compliquée, bien sûr. Et il y a un autre facteur dont nous devons tenir compte : notre crédibilité. Beaucoup de gouvernements, ces dernières années, ont fait des promesses qu'ils n'ont pas tenues. Les prévisions budgétaires étaient devenues presque des blagues. Nous allons éliminer le déficit en trois ans, en cinq ans, en sept ans, disaient les ministres des Finances, pour revenir l'année suivante avec la même chanson, le même échéancier, chaque fois moins crédible. Pour la première fois cette année, le gouvernement québécois tient parole. Ce qui fut promis dans le budget Campeau fut livré, malgré les difficultés imprévues qui se sont accumulées sur le chemin. La crédibilité du Québec est en train d'être reconstruite. Et la crédibilité, lorsqu'on est endetté, ça vaut des dizaines de millions de dollars. C'est simple : si votre banquier vous fait confiance, votre taux d'intérêt va baisser. Et, ces temps-ci plus que jamais, chaque sou compte. Si nous devions dire à notre banquier cette année que nous ne tiendrons pas parole pour l'avenir, il faudrait payer le prix de la crédibilité perdue. Il y a une autre tentation, encore pire : la tentation de l'impuissance, de la démission. L'acceptation tranquille du naufrage. Cette tentation n'est pas digne de nous. Alors, puisque nous ne pouvons éviter l'obstacle, ni retarder l'échéance, ni démissionner, comment devons-nous nous y prendre ? C'est la question à laquelle nous devons répondre ensemble. Mais nous sommes déjà d'accord sur deux grands chantiers.

L'emploi

D'abord, il faut utiliser tous les moyens connus et en inventer encore bien plus pour redonner à des centaines de milliers de femmes et d'hommes la place qui leur revient dans l'activité québécoise. La solidarité, ça commence par l'engagement, la présence dans la population active, la participation à l'œuvre collective quotidiennement recommencée. Aujourd'hui, environ 700 000 Québécoises et Québécois se voient refuser le droit de participer pleinement à la vie économique. C'est comme si on voulait construire une maison, en s'attachant une main derrière le dos. Il faut libérer cette force. Il faut lui redonner sa place. Dans l'économie marchande, ça veut dire en gros : créer de nouveaux emplois, de mille façons, et partager l'emploi déjà disponible. Cela signifie, pour les employeurs, accepter de développer volontairement des secteurs d'activité qui requièrent plus de main-d'œuvre et accepter de prendre un risque un peu plus grand pour créer un emploi de plus. Il s'agit d'un effort conscient que chaque président d'entreprise, que chaque propriétaire de PME devrait faire. Cela signifie, pour les salariés, accepter de se montrer flexible, de partager le temps de travail, le temps supplémentaire, envisager les retraites anticipées et d'autres formules. Ici encore, un effort conscient dans chaque syndicat, dans chaque entreprise. Il faut que chacun, cette année, se pose la question : qu'est-ce que je peux faire pour augmenter ou pour partager l'emploi ? Cela signifie, pour le gouvernement, inventer des mesures plus propices à l'embauche, au partage du travail et à la retraite. Cela signifie, pour tous, une meilleure formation des jeunes et un contexte plus propice au retour à la vie active des

Québécois aptes au travail, mais actuellement bénéficiaires de l'aide sociale ou de l'assurance-chômage. Pour ces derniers, cela signifie un regain d'énergie et d'espoir. Chaque chômeur, chaque Québécois apte au travail, doit se demander ce qu'il peut faire de plus, demain, après demain, pour réintégrer la population active. Il existe également tout un secteur économique non-traditionnel porteur d'espoir qu'on appelle « l'économie sociale ». L'an dernier, les femmes du Québec qui ont participé à la grande marche « Du pain et des roses » ont ouvert les yeux de beaucoup de Québécois sur l'importance de l'économie sociale. Il s'agit essentiellement des services de proximité : aide-domestique, gardiennage d'enfants, soutien de personnes âgées, accompagnement de personnes handicapées, embellissement de quartiers. Le gouvernement du Québec, les élus et les organisations syndicales et patronales doivent faire preuve de flexibilité et d'ingéniosité pour ouvrir la porte à ces dizaines de milliers d'emplois d'économie sociale qui sont un facteur important de réinsertion et qui, de plus, apportent dans la vie quotidienne un supplément d'humanité. L'emploi, il faut que cela devienne, en soi, une préoccupation prioritaire. L'emploi pour la dignité des Québécoises et des Québécois qui obtiennent ainsi leur autonomie financière et l'estime de soi. L'emploi, pour ranimer la vie économique dans les quartiers et les régions et pour y faire reculer la pauvreté et la désespérance. L'emploi, pour que chacun puisse participer à l'effort collectif et au budget collectif. L'emploi, c'est la clé. Sans l'emploi, rien de ce que nous faisons ne sera durable.

Réinventer l'outil collectif

Notre second grand chantier, c'est la réforme de notre outil collectif : l'État québécois. Nous avons construit notre modèle québécois dans des années d'abondance : les années 60, les années 70. Nous avons raison d'être pressés d'éduquer, de soigner, de loger, de pensionner, d'être généreux. Nous avons construit, pavé, inventé avec l'enthousiasme des commencements et avec toute l'intelligence que nous avons alors. Nous avons accompli de très grandes choses, ensemble. De très grandes choses. Mais ce qui a été construit dans des années d'abondance porte la trace de cette abondance même. On se fiait alors sur des prévisions démographiques selon lesquelles il y aurait, en 1996, à peu près 12 000 000 de Québécois. 12 000 000 pour utiliser les services, et 12000000 pour contribuer à la caisse. Ça ne s'est pas produit. Nous avons construit notre système de santé dans une époque de rajeunissement de la population, nous sommes aujourd'hui à une époque où les aînés prennent une place de plus en plus importante. Ça n'était pas prévu. Nous avons construit notre système d'éducation alors qu'une formation de base pouvait suffire pour ouvrir la porte de beaucoup de métiers. La technologie a bouleversé cette donne, le marché du travail est plus exigeant, il demande une plus grande spécialisation, même pour les métiers traditionnels, et il exige une plus grande capacité d'adaptation au processus continu du changement.

Nous avons inventé l'aide sociale afin de pourvoir aux besoins de ceux que la vie a maltraités et qui ont besoin de notre solidarité. L'aide sociale devait jouer un rôle très secondaire de dépannage pour les Québécois sans travail ayant épuisé les autres recours. Aujourd'hui le régime souffre d'un désastreux déphasage car une grande majorité des prestataires ont la capacité et la volonté de travailler. Il faut regarder les plans et devis de notre système de santé, comme le fait le Dr Rochon depuis plus d'un an et modifier l'architecture même du système. Il faut revoir nos écoles, de la garderie à l'université, comme le font les États généraux de l'éducation, et mettre en branle une grande réforme de fond et de forme. Il faut

repenser l'aide sociale, comme le font MM. Camil Bouchard et Pierre Fortin. Il faut revoir les administrations locales, municipales, celles des sociétés d'État comme Hydro-Québec et constater qu'il existe dans ces administrations, chez les cadres comme chez les salariés, un genre de microclimat : des conditions de travail, de rémunération et de gestion qui font penser aux années d'abondance. Il faut revoir notre fiscalité pour que, dans la réalité comme dans la perception, chacun sache qu'il paie sa part et que l'autre la paie aussi. Certains veulent qu'on fasse payer les riches. Ils ont raison. Certains veulent qu'on fasse payer les bébé-boumeurs. Absolument. Et les parents et les jeunes adultes. Et les entreprises. Et les banques. Et les salariés. Et les retraités. Il faut agir sur la double-rémunération et colmater les brèches qui permettent des privilèges inexplicables. Je ne dis pas qu'il faut forcément que tout le monde paie plus. Je dis que chacun doit payer sa juste part.

Pour l'instant, globalement, nous payons suffisamment de taxes et d'impôts. Toute augmentation nouvelle aurait un effet dépressif sur l'économie, donc sur l'emploi, donc sur le budget. Mais il faut faire en sorte que l'impôt perçu le soit équitablement et intelligemment, pour susciter des effets économiques positifs propices à l'emploi, à la croissance et au partage. Quelqu'un me demandait, l'autre jour : que répondez-vous à ceux qui disent « pas dans ma cour » ? Je réponds qu'il y aura quelque chose dans chaque cour. Et je compte sur les Québécois et leurs organisations pour attirer notre attention sur des cours qui auraient échappé à notre attention. C'est la condition de l'équité dans l'effort. Il faut avoir en tête, aussi, que le Québec n'est pas une île. Nous ne vivons pas en autarcie. En fait, nous sommes une des sociétés les plus exportatrices au monde. C'est parce que nous savons faire et vendre nos produits, nos idées, aux quatre coins de la planète. Nous attirons chez nous, aussi, certaines des plus grandes entreprises mondiales, venues profiter de nos ressources, de notre talent. Le Québec est doublement présent au monde et parce qu'il se trouve, malgré tous nos problèmes, dans le peloton de tête, il ne peut prendre du retard sur ses compétiteurs. Il ne faut pas imiter ce que font les autres : l'imitation, c'est le retard. Il faut devancer, plutôt, inventer, surprendre. Il faut être aussi bon, voire meilleur que les sociétés voisines en misant sur ce que nous avons et ce qu'elles n'ont pas, c'est-à-dire nous-mêmes. Il faut se comparer oui, mais jamais se conformer. Alors, vous le voyez, nous sommes les héritiers de la Révolution tranquille et des grandes réformes des années 70 qui ont superbement amélioré notre qualité de vie. Nous avons construit des institutions économiques qui ont atteint pour plusieurs une grande maturité. Nous avons multiplié les entreprises et les entrepreneurs et avons fait mentir tous ceux qui nous en disaient incapables. Il nous incombe aujourd'hui de protéger ces instruments, ces services, ces programmes, ces institutions en les rénovant, en les repensant. Aujourd'hui, pour sauver tout ce que nous avons construit, pour pouvoir construire encore, il faut se réinventer.

Souveraineté et fédéralisme

Dans quel climat politique cet effort doit-il se déployer ? Dans le calme, la sérénité, le respect mutuel et la confiance dans les capacités des Québécois, bien sûr. Mais encore ? J'entendais des gens demander une trêve sur la question de la souveraineté. J'aimerais bien, moi, demander au gouvernement fédéral de faire une trêve de coupures budgétaires et de rétablir pour trois ou quatre ans le niveau de transferts fédéraux de 1990. Si on revenait simplement au niveau de l'an dernier, ce serait bien. Une trêve du fédéralisme non-rentable, ça permettrait d'injecter beaucoup d'argent dans l'économie québécoise. La souveraineté n'appartient pas au gouvernement. Elle n'appartient ni au Parti Québécois, ni au Bloc

Québécois, ni à leurs chefs. Elle n'appartient ni à Clément, ni à Laurent, ni à Daniel. Elle appartient au peuple québécois. Ce peuple s'est donné des règles démocratiques, et nous entendons les respecter. Le 30 octobre, une mince majorité de citoyens ont voté Non. Nous respectons cette décision. Le Québec reste une province du Canada. Paie ses impôts fédéraux. Respecte les lois fédérales, y compris la constitution de 1982 adoptées contre le vœu des deux partis de l'Assemblée nationale. Pour nous souverainistes, quand c'est Non, c'est Non. Et si un jour c'est Oui, ce sera Oui. Nous avons un grand respect pour les règles édictées par notre Assemblée nationale et suivies, depuis près de 20 ans, par nos deux grands partis. Le gouvernement ne peut tenir deux référendums sur le même sujet pendant un mandat électoral.

Mon gouvernement n'a pas, aujourd'hui, le mandat de tenir un référendum même si, selon tous les sondages tenus depuis le 30 octobre et pour la première fois en trois ans, une majorité absolue de Québécois sont maintenant favorables à la souveraineté et à l'offre de partenariat. La question de savoir s'il y aura un autre référendum sera décidée par les Québécoises et les Québécois lors de la prochaine élection générale. Ils auront le choix d'élire ou de ne pas élire un gouvernement qui prône la souveraineté et qui propose la tenue d'un référendum. Cependant je le dis haut et fort : qu'on ne compte pas sur moi pour dilapider la chance historique qui permettra après les élections générales au peuple québécois d'assumer enfin, pleinement, son destin. Mais je l'ai dit plusieurs fois et je le répète ce soir : rien ne nous appelle aux urnes pour l'instant, le mandat du gouvernement que je dirige est encore fort jeune et nous comptons nous concentrer, en priorité et pendant le temps qu'il faudra, au double défi de l'emploi et de l'assainissement de notre budget collectif. Nous laisserons donc aux électeurs québécois la liberté de choisir, lors du prochain scrutin. Cette liberté de choix est une donnée fondamentale de notre vie collective, rien ni personne ne peut la confisquer. Cependant dans l'intervalle, nous pouvons, oui, œuvrer de concert pour transformer le Québec d'aujourd'hui. Car qui peut dire que la reconstruction du Québec ne le concerne pas ? Qui peut refuser de répondre « présent » lorsqu'il s'agit de notre bien-être collectif ?

Le modèle québécois

D'autres sociétés, d'autres provinces, qui sont aux prises avec des difficultés comme les nôtres, ont décidé de démanteler leur État. C'est leur choix. Et, pour eux, il suffit que le gouvernement, seul, décide de ce qu'il veut démanteler. Au Québec, nous ne sommes pas des Nord-américains comme les autres. Nous ne faisons pas les choses comme les autres. Et nous n'allons pas démanteler les outils que nous nous sommes donnés. Et nous n'allons pas laisser au seul gouvernement le droit de concevoir notre avenir. Au Québec, nous avons réussi, ces dernières décennies, à travailler ensemble, à forger des consensus, à trouver des idées neuves, à les transformer en réalité et en succès. Le sommet économique de Montebello, qu'avait présidé René Lévesque, a donné naissance à l'idée de Corvée habitation, une idée de Louis Laberge qui a relancé la construction partout au Québec. J'espère que cette année, d'autres trouvailles de ce genre surgiront de nos échanges. Au Québec, nous allons, cette année, forger un nouveau pacte social, une nouvelle base solide pour notre société et les défis qui l'attendent.

Ce travail, que nous ferons ensemble, va tester notre capacité de se parler et de s'entendre. Le modèle québécois, c'est notre volonté, au fond, de mettre l'intérêt collectif au-dessus de

nos intérêts sectoriels. C'est le refus du chacun pour soi comme valeur absolue. C'est la conjonction des idées et des bonnes volontés. Le modèle québécois, aujourd'hui, vit son épreuve la plus difficile. Nous allons savoir vraiment, cette année, si notre don de la concertation est à la hauteur de nos difficultés. Nous allons savoir vraiment, cette année, si notre réflexe de solidarité est aussi fort que les besoins qu'il faut satisfaire. Nous allons savoir vraiment, cette année, si notre créativité est assez grande pour résoudre nos principaux dilemmes. Nous allons savoir si nous avons l'intelligence, les principes, le cœur et le cran qu'il faut. Nous, c'est-à-dire tous les Québécois, femmes et hommes, des villes et des campagnes, francophones et non-francophones, jeunes et vieux, riches et moins riches. Nous, c'est-à-dire d'abord le gouvernement et les élus de l'Opposition et des municipalités. Les organisations syndicales et patronales, les groupes communautaires, les coopératives, les institutions scolaires et professionnelles, les organisations de jeunes et de femmes. Nous nous lançons un défi. Le Québec se lance un défi. Pendant 48 heures, d'abord, nous allons nous parler franchement. Nous allons discuter en séance publique et à huis-clos. Notre venue, à tous, est déjà un pari pris sur chacun de nous et sur notre assemblée. En venant, nous nous condamnons à être jugés, par nos collègues autour de la grande table et par les citoyens du Québec.

D'ici 48 heures, le Québec voudra savoir ce que les patrons étaient prêts à mettre sur la table. Quels efforts les syndicats ont accepté de consentir. Ce que les groupes communautaires ou le milieu de l'éducation ont proposé comme solution originale. Le Québec voudra savoir si le gouvernement peut faire preuve d'imagination et si l'Opposition peut faire plus que s'opposer mais, aussi, proposer. En venant ici, nous nous condamnons à ne pas repartir les mains vides. Nous nous condamnons à ne pas nous décevoir nous-mêmes et à ne pas décevoir les Québécois. Nous entreprenons ensemble, ce soir, un parcours qui produira, au cours des prochains mois, des actions et des réformes importantes et qui débouchera, à l'automne, sur un nouveau pacte social. Dans 48 heures nous devons avoir tracé, ensemble, le chemin qui nous y conduira. Nous devons avoir réinventé, en un sens, la machine à coudre. Si nous réussissons..., je devrais dire plutôt, « une fois que nous aurons réussi ». Car je n'ai pas le moindre doute que nous avons en nous la capacité de réussir. Une fois que nous aurons réussi, donc, nous aurons fait plus que tester le modèle québécois. Nous l'aurons renforcé. Nous l'aurons consacré. Nous aurons prouvé, à nous-mêmes et au monde, qu'il y a ici une société qui sait compter et qui a du cœur. Une société qui peut rétablir l'emploi et assurer la qualité de vie. Une société où on sait se parler, travailler et agir, consentir un grand effort pour le bien commun et celui de nos enfants. Une société où on a pris les moyens de garder une place à table pour un ami, un parent, un voisin qui arrive à l'improviste et qui, comme nous, aime la vie.

Merci, bonsoir.